

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTTT/M/9

16 septembre 2004

(04-3898)

Groupe de travail du commerce
et du transfert de technologie
Neuvième session

NOTE SUR LA RÉUNION DU 19 JUILLET 2004

S.E. M. Jaynarain Meetoo (Maurice)

A.	ADOPTION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR.....	1
B.	ANALYSE DE LA RELATION ENTRE COMMERCE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE	1
C.	TOUTES RECOMMANDATIONS ÉVENTUELLES SUR LES MESURES QUI POURRAIENT ÊTRE PRISES DANS LE CADRE DU MANDAT DE L'OMC POUR ACCROÎTRE LES APPORTS DE TECHNOLOGIE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT	2
D.	AUTRES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES MEMBRES.....	2
E.	AUTRES QUESTIONS	2

A. ADOPTION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Le projet d'ordre du jour, figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/2357 du 8 juillet 2004, a été adopté.

B. ANALYSE DE LA RELATION ENTRE COMMERCE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

2. Poursuivant l'analyse de la relation entre commerce et transfert de technologie, les Membres ont axé leurs discussions sur certains éléments figurant dans de précédentes communications des Communautés européennes (WT/WGTTT/1 et WT/WGTTT/W/5). En particulier, ils ont concentré leurs efforts sur l'identification des différentes filières du transfert de technologie et les conditions dans lesquelles ces filières pourraient devenir opérationnelles. Tout en reconnaissant qu'il s'agissait d'une question complexe, les Membres ont réitéré leur souhait de poursuivre l'examen de cette relation. Ils ont également estimé que de nouvelles communications renforceraient et faciliteraient la compréhension des relations d'interdépendance entre commerce et transfert de technologie et la manière dont chacun peut appuyer l'autre. L'avis a été exprimé que le partage de données d'expérience et d'idées au sujet des mesures et incitations des pouvoirs publics qui, si elles étaient adoptées, faciliteraient le transfert de technologie vers les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés, contribuerait à faire avancer les débats.

3. À la demande des Membres, le représentant de la CNUCED a informé le Groupe de travail des travaux menés par la CNUCED dans deux domaines intéressant les débats, à savoir les "mesures prises par les pays d'origine" et la "responsabilité des entreprises". Le représentant de la CNUCED a cité l'appui à l'investissement étranger direct, la formation, les services de liaison, les partenariats entre les secteurs public et privé et le financement du transfert de technologie parmi les mesures les plus courantes prises par les pays d'origine. Il a appelé l'attention des Membres sur une récente étude concernant la promotion du transfert international de technologie réalisée par le Professeur Kieth Maskus de l'Université de Colorado (États-Unis), dans le cadre d'un projet conjoint entre la CNUCED

./.

et le Centre international de commerce et de développement durable. Il a également indiqué qu'une étude de la CNUCED sur les "mesures pouvant être prises par les pays d'origine" serait mise à la disposition du Secrétariat pour qu'il la distribue aux Membres bien avant la prochaine réunion. Les Membres sont convenus de poursuivre le débat sur cette question lors de la prochaine réunion formelle du Groupe de travail.

C. TOUTES RECOMMANDATIONS ÉVENTUELLES SUR LES MESURES QUI POURRAIENT ÊTRE PRISES DANS LE CADRE DU MANDAT DE L'OMC POUR ACCROÎTRE LES APPORTS DE TECHNOLOGIE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

4. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les Membres ont entrepris l'examen des deux premières recommandations figurant dans le document WT/WGTTT/W/6, à savoir i) un examen des différentes dispositions figurant dans divers Accords de l'OMC relatives au transfert de technologie et ii) les dispositions de divers Accords de l'OMC qui sont susceptibles d'entraver le transfert de technologie vers les pays en développement. Tout en réitérant le rôle que le transfert de technologie pourrait jouer pour la croissance et le développement, certains Membres ont mentionné une communication d'un groupe de pays en développement (WT/WGTTT/3) et invité le Groupe de travail à examiner si les dispositions énumérées dans cette communication étaient opérationnelles et effectives. Dans ce contexte, entre autres, les articles 7, 8, 31, 40 et 66.2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) ont été évoqués. D'autres Membres ont souligné qu'il était nécessaire de réfléchir à ce que le Groupe de travail pourrait faire, dans le cadre de son mandat, pour rendre ces dispositions effectives et opérationnelles. Ils ont aussi suggéré que l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC soit rajouté à la liste des différentes dispositions relatives au transfert de technologie que le Groupe de travail devrait examiner à cet égard. D'autres encore étaient d'avis que le Groupe de travail n'était pas un organe de négociation et n'était donc pas l'instance appropriée pour pouvoir modifier les dispositions relatives au transfert de technologie. Selon eux, l'idéal serait qu'un débat sur les incidences des dispositions pertinentes relatives au transfert de technologie ait lieu dans les organes compétents de l'OMC. D'autres Membres ont exprimé leur désaccord et se sont opposés à ce qu'on limite la portée du débat du Groupe de travail. Les Membres sont toutefois convenus que toute recommandation proposée devrait découler des discussions du Groupe de travail et être étayée par des faits de manière à assurer la compatibilité avec le mandat du Groupe de travail. Un lien organique entre le travail analytique du Groupe de travail et toute éventuelle recommandation était un élément essentiel à des résultats crédibles et valables. Tout en exprimant des réserves au sujet de l'argument formulé par certains pays en développement selon lesquels le transfert de technologie était un élément déterminant du développement et que certaines dispositions des Accords de l'OMC entravaient effectivement le transfert de technologie, un Membre a déclaré que l'élimination des obstacles au commerce était la meilleure façon de promouvoir ce transfert. Les Membres sont convenus de poursuivre le débat sur ces recommandations ainsi que sur les deux recommandations suivantes figurant dans le document WT/WGTTT/W/6 lors de la prochaine réunion formelle du Groupe de travail.

D. AUTRES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES MEMBRES

5. Les Membres n'ont soulevé aucune question au titre de ce point de l'ordre du jour.

E. AUTRES QUESTIONS

6. Avant de clore la réunion, l'Ambassadeur Meetoo a annoncé que son transfert de Genève prendrait effet en août 2004. Il a donc déclaré que cette réunion serait la dernière réunion du Groupe de travail qu'il pourrait présider. Le Président du Conseil général devra donc tenir des consultations au sujet du nouveau Président du Groupe de travail.

7. Le Président a informé les Membres que la réunion suivante du Groupe de travail avait été provisoirement prévue pour le mercredi 6 octobre 2004.
